# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 2 SEPTEMBRE 1886. 60me Année

Dufour & Donnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office atNew Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
Jeudi 2 septembre 1886.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

| | |
|---|---|
| Un an | $12 00 |
| Six mois | 6 00 |
| Trois mois | 3 00 |
| Un mois | 1 00 |

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

| | |
|---|---|
| Un an | $2 00 |

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

| | |
|---|---|
| Un an | $3 00 |
| Six mois | 1 50 |
| Quatre mois | 1 00 |
| Trois mois | 75 |

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.


## Le manifeste des libre-échangistes des Etats-Unis.

Ils sont, décidément, tenaces, les libre-échangistes ; ils ne lâchent pas pied facilement, ils se raidissent contre les défaites et ne s'avouent jamais battus. Ils viennent d'essuyer déroute sur déroute, ce qui ne les empêche pas de relever la tête et de revenir encore à la charge. Est-ce que par hasard ils seraient convaincus? Avec une certaine dose de naïveté, on finirait par le croire, tant ils apportent d'opiniâtreté dans la lutte.

Profitant des élections congressionnelles qui auront lieu en novembre prochain, et de la campagne qui commence, à cette occasion, ils viennent de donner un vigoureux coup de collier et de faire paraître un manifeste. Nous avons lu et relu ce factum, sans parti pris, sans prévention, car nous ne sommes nullement infidèles au protectionnisme et nous n'hésiterions pas à arborer le drapeau du libre-échange le jour où l'on nous prouverait qu'il porte dans ses plis la justice, le bon sens et le bien-être de l'Union américaine. Malheureusement, les auteurs ne nous ont pas du tout convaincus. Ecrivains habiles, parlant avec une grande assurance, ils ne présentent que de pauvres raisons, et l'on ne trouve que des sophismes dans toute leur argumentation.

Le manifeste commence par diviser le pays en deux : d'un côté, la masse consommatrice, qui est victimée, attendu qu'elle paie certaines taxes ; de l'autre, les industriels, les producteurs, qu'il traite de particuliers, de privilégiés, d'exploiteurs, de monopoleurs. Mais que les chefs de l'école daignent donc prendre la lanterne de Diogène et remettre à la recherche d'un producteur qui ne soit pas un consommateur, d'un consommateur qui ne soit pas un producteur. Ils ne trouveront ni celui-ci ni celui-là, car chacun est tour à tour l'un et l'autre. C'est avec le bénéfice que me rapporte mon industrie que je parviens à me procurer l'article tiré du sol ou manufacturé par mon voisin. Comment pourrais-je jouer mon rôle de consommateur si l'on me ruine comme producteur? Le pays, c'est l'ensemble des employés—patronset travailleurs—de toutes les industries : des producteurs du blé, de la farine et du pain, de la canne et du sucre, du coton et des cotonnades, de la laine et des lainages ; des extracteurs de l'or, de l'argent, du fer, du cuivre, de l'étain, comme de ceux qui transforment ces métaux dans les ateliers, dans les usines, et en font des instruments, des outils de mille sortes qui servent à tous les usages, depuis la locomotive jusqu'à l'aiguille, depuis le gigantesque excavateur jusqu'à la bêche, depuis le bourdon qui ébranle les airs jusqu'au grelot qui chante au collier de l'animal domestique.

Nous convenons qu'il y a des pays, tels que les Etats-Unis on, par exception, certains produits—ceux du sol—peuvent se passer de protection et braver toute concurrence, mais essayez de réduire à cela la production d'un Etat, vous le ruinerez, du jour au lendemain. Personne n'ignore que si la matière première rapporte un, la matière manufacturée rapporte deux et trois. Ne recevant que le tiers de ce qu'elle sera obligée de dépenser, la nation sera bien vite réduite à la mendicité, à la condition des peuples pasteurs. Communiquez les industries manufacturières aux peuples orientaux, vous en faites, immédiatement les égaux des européens et des américains.

La civilisation n'est pas autre chose que le développement des fabriques, et les fabriques ne se sont jamais créées, elles n'ont jamais grandi ni prospéré que par la protection. On a beau chercher dans l'histoire, on n'y trouvera ni un aucun temps, ni sur aucun coin du globe un exemple du contraire. Cela est tellement vrai, que les peuples les plus avancés, en fait de manufactures, ont été obligés, pour les maintenir ou créer de toutes pièces, de venter une échelle mobile sur laquelle ils font, tour à tour, monter et descendre le tarif, suivant les exigences de leurs industries.

Il n'est pas jusqu'à l'Angleterre, le foyer du libre-échange, qui ne fasse usage de cet expédient et n'impose des conditions à ceux avec qui elle trafique. Demandez-en des nouvelles à la France, qui n'a jamais pu y introduire la plupart de ses vins en franchise, parce qu'elle y eussent fait une concurrence à ses alcools et à ses boissons fermentées. Qu'est-ce donc que les auventions qu'elle accorde à sa marine marchande, si ce n'est une protection détournée, mais très efficace? Cette mesure, qu'ont également adoptée les Français et les Allemands, les Etats Unis ont dédaigné de la prendre. Ils ont laissé aller leur marine à la dérive ; aussi a-t-elle bientôt sombré.

La protection, elle est dans tout, même dans les choses qui lui semblent les plus étrangères. Nous allons avoir des élections congressionnelles. Parcourez nos campagnes; écoutez les questions que l'on pose aux candidats. "Etes-vous en faveur de l'amélioration de nos cours d'eau, de l'ouverture de tel ou tel bayou, de la construction de tel ou tel canal? Ferez-vous tout votre possible pour obtenir les fonds nécessaires?"

Pourquoi imposer ces conditions à ceux qui briguent l'honneur de nous représenter à Washington, si ce n'est en vue de rendre plus facile, plus rapide, moins cher, le transport de nos produits agricoles ; pour les mettre à l'abri de la concurrence que nous font ceux de pays plus favorisés que nous, sous le rapport des voies de communication ? N'est-ce pas encore de la véritable protection?

Nos libre-échangistes louisianais—en supposant qu'il y en ait—pourraient dire que les allocations votées dans ce but n'ont que mort tout, chaque année, pour les Etats-Unis, à plusieurs millions, sont de véritables taxes imposées au pauvre peuple, qui s'enrichir quelques égoïstes planteurs. Nous leur, si à ces questions, ils ne peuvent répondre négativement. Ils savent, d'avance, que ces allocations sont nécessaires, indispensables, et que, sans elles, les travaux entrepris ne seraient jamais terminés. Ils savent, d'avance, que ces allocations sont nécessaires, indispensables, et que, sans elles, les travaux entrepris ne seraient jamais terminés. Ils savent, d'avance, que ces allocations sont nécessaires, indispensables, et que, sans elles, les travaux entrepris ne seraient jamais terminés.

Nous convenons qu'il y a des pays, tels que les Etats-Unis on, par exception, certains produits—ceux du sol—peuvent se passer de protection et braver toute concurrence, mais essayez de réduire à cela la production d'un Etat, vous le ruinerez, du jour au lendemain. Personne n'ignore que si la matière première rapporte un, la matière manufacturée rapporte deux et trois. Ne recevant que le tiers de ce qu'elle sera obligée de dépenser, la nation sera bien vite réduite à la mendicité, à la condition des peuples pasteurs. Communiquez les industries manufacturières aux peuples orientaux, vous en faites, immédiatement les égaux des européens et des américains.

La civilisation n'est pas autre chose que le développement des fabriques, et les fabriques ne se sont jamais créées, elles n'ont jamais grandi ni prospéré que par la protection. On a beau chercher dans l'histoire, on n'y trouvera ni en aucun temps, ni sur aucun coin du globe un exemple du contraire. Cela est tellement vrai, que les peuples les plus avancés, en fait de manufactures, ont été obligés, pour les maintenir ou créer de toutes pièces, de venter une échelle mobile sur laquelle ils font, tour à tour, monter et descendre le tarif, suivant les exigences de leurs industries.

Il n'est pas jusqu'à l'Angleterre, le foyer du libre-échange, qui ne fasse usage de cet expédient et n'impose des conditions à ceux avec qui elle trafique. Demandez-en des nouvelles à la France, qui n'a jamais pu y introduire la plupart de ses vins en franchise, parce qu'elle y eussent fait une concurrence à ses alcools et à ses boissons fermentées. Qu'est-ce donc que les auventions qu'elle accorde à sa marine marchande, si ce n'est une protection détournée, mais très efficace? Cette mesure, qu'ont également adoptée les Français et les Allemands, les Etats Unis ont dédaigné de la prendre. Ils ont laissé aller leur marine à la dérive ; aussi a-t-elle bientôt sombré.

La protection, elle est dans tout, même dans les choses qui lui semblent les plus étrangères. Nous allons avoir des élections congressionnelles. Parcourez nos campagnes; écoutez les questions que l'on pose aux candidats. "Etes-vous en faveur de l'amélioration de nos cours d'eau, de l'ouverture de tel ou tel bayou, de la construction de tel ou tel canal? Ferez-vous tout votre possible pour obtenir les fonds nécessaires?"

Pourquoi imposer ces conditions à ceux qui briguent l'honneur de nous représenter à Washington, si ce n'est en vue de rendre plus facile, plus rapide, moins cher, le transport de nos produits agricoles ; pour les mettre à l'abri de la concurrence que nous font ceux de pays plus favorisés que nous, sous le rapport des voies de communication ? N'est-ce pas encore de la véritable protection?

Nos libre-échangistes louisianais—en supposant qu'il y en ait—pourraient dire que les allocations votées dans ce but n'ont que mort tout, chaque année, pour les Etats-Unis, à plusieurs millions, sont de véritables taxes imposées au pauvre peuple, qui s'enrichir quelques égoïstes planteurs. Nous leur, si à ces questions, ils ne peuvent répondre négativement. Ils savent, d'avance, que ces allocations sont nécessaires, indispensables, et que, sans elles, les travaux entrepris ne seraient jamais terminés. Ils savent, d'avance, que ces allocations sont nécessaires, indispensables, et que, sans elles, les travaux entrepris ne seraient jamais terminés.

Voilà un sophisme qui indique un bon naturel ; il fait honneur à l'humanité de messieurs les libre-échangistes, mais l'humanité bien entendue est un peu comme la charité: elle commence par soi-même et par les siens. Admettons que la folie du philanthrope européen arrête, chaque année, quatre millions de bras à la charrue et aux manufactures. Rendus subitement à l'agriculture et à l'industrie, ces bras n'augmenteront-ils pas considérablement la production ? Ne donneront-ils pas à la concurrence une nouvelle force dangereuse? Nous connaissons que nous, qui sommes partisans du travail national, qui avons pris nos précautions contre les envahissements de la pauvreté du dehors, nous puissions être de l'humanité à l'égard [illegible] mais aux nôtres, mais les partisans de l'école opposée, qui laissent la porte toute grande ouverte aux articles de l'extérieur, devraient s'alarmer de voir le vieux monde désarmer, pour grossir sa production et fortifier sa concurrence. N'ayant pas de barrière à opposer à l'invasion, ils nous semblent forcés de refouler le beau sentiment qui les anime et de désirer qu'au lieu de quatre millions de bras sous les armes, il y en ait six millions, dix millions, s'il était nécessaire. Il faut être conséquent avec soi-même et, en parlant comme ils le font, messieurs les libre-échangistes ne le sont pas.

Il nous paraissait bon, opportun, de revenir sur ces idées (les vraies, croyons-nous, en économie politique) au moment même où s'ouvre la nouvelle année commerciale, et nous remercions les chefs de l'école de laisser-faire et du laisser-passer de nous en avoir, par leur manifeste, fourni l'occasion.

## LOUISIANE.

Le *Foyer Créole*, Convent P. O., paroisse St-Jacques, du 28 août:

Nos riziers ne sauraient désirer un temps plus favorable que celui qu'ils ont eu jusqu'ici pour l'exploitation de leur récolte.

Aussi, les travaux se font rapidement et, à l'heure actuelle, bien des arpents de terre jadis couverts de riz sont dépouillés de leur riche et pesant produit.

Par ce temps splendide le courageux moissonneur, malgré la chaleur intense, semble être mieux disposé au travail.

Pas de flâneurs aux abords des stores, et conséquemment pas de bruit, pas de batailles et pas de besogne pour messieurs les juges de paix et leurs constables, qui, seuls, pourraient se plaindre de cette heureuse paix publique.

—La séance mensuelle du jury de police aura lieu, jeudi prochain, à la maison de cour. Le tableau des dépenses approximatives de la paroisse ayant été publié pendant 30 jours, nous pensons que le taux de la taxe sera fixé. Le montant total de la taxe à prélever, cette année, est de $14,155.

—La propriété saisie dans l'affaire intitulée Mme Vve M. Peyret, vs. S. Breaud a été mise en vente, samedi dernier, par le shérif, et a été adjugée à Mme Vve Peyret, pour la somme de $550.

Le samedi, 4 septembre, le shérif offrira, à l'enchère publique, une propriété située dans le 5ème ward, ayant 112 arpent de face sur 80 de profondeur, et sera dans l'affaire intitulée J. P. Bayon vs. Josme *Joseph*.

L'habitation "Bay True" saisie par la Banque des Citoyens.

Le lundi, 6 septembre, à midi, le constable du 1er ward offrira en vente, aux bureaux du juge de paix de ce district, les objets suivant:

Un cheval et un lot de harnais—le tout saisi dans l'affaire intitulée August Tennyson vs. W. J. Corbett.

— On nous écrit, de la Vacherie, 23 août 1886:

"La petite population de la Vacherie a été on ne peut plus peinée, jeudi dernier, en apprenant la mort accidentelle de M. Gustave Folse, demeurant dans le 9me district de cette paroisse.

"Il fendait des merrains à barils, dans la cyprière, en compagnie de son frère et de son cousin, près du lac des Allemands, lorsque, tout à coup, une branche se détacha d'un arbre sous lequel il travaillait et vint le frapper à la tête. Le malheureux jeune homme fut tué instantanément. Il était âgé de 22 ans.

Les funérailles ont eu lieu à l'église de Notre-Dame de la Paix, vendredi, 20 courant, à 1 heure de l'après-midi.

—Décédé, le jeudi, 26 août 1886, à 8 heures et demie du soir, M. Théodule Mire, à l'âge de 57 ans.

Les funérailles ont eu lieu vendredi, à 4 heures du soir, à l'église St.-Michel.

La *Semaville*, Thibodaux, paroisse Lafourche, du 28 août :

L'état sanitaire non-seulement de notre ville, mais des environs, est des plus satisfaisants. Les quelques fièvres qui se développent de temps à autre sont facilement arrêtées avec une légère médication. S'il faut en croire ce qu'on rapporte, dans le bas du Bayou Lafourche il en serait tout autrement ; les fièvres sont nombreuses et le faut une médication énergique pour les guérir.

—D'après les échantillons de maïs cultivé sur les habitations Ridgefield et Belle Grove, on trouvé qu'un épis de maïs égrené donne trois quarts de livre de graines, et on calcule qu'un acre de terre planté sur des buttes de quatre pieds écartés, avec deux tiges par butte, donnerait en moyenne 60 boisseaux. Mais si l'on met trois tiges, plusieurs d'entr'elles porteront deux épis ou davantage ; si la culture convenable lui est donnée, elle produira cent boisseaux par acre.

—Le capt. Guion, de l'habitation Ridgefield, est en train, pour la seconde fois, de couper son fourrage de Johnson. A son avis il n'existe pas de fourrage supérieur à celui-là pour la nourriture des mulets, ni de plus productif, car il calcule que vingt-cinq pieds carrés donnent, en moyenne, une tonne.

—Le Congrès, dans sa dernière session, a eu le soin de biffer l'allocation qui était proposée pour l'amélioration du Bayou Lafourche, un des cours d'eau les plus consommés de l'Etat. La somme demandée était de $450,000, mais avec le quart de cette somme, judicieusement employée, le cours d'eau aurait été grandement amélioré. La paroisse Terrebonne a été plus heureuse, car elle a obtenu une de $10,000 pour nettoyer son Bayou.

Le *Weekly Observer*, Pointe-à-la-Hache, paroisse Plaquemine, du 28 août :

Le temps a été on ne peut plus favorable à la moisson du riz, et nos planteurs en profitent. La qualité est excellente et la quantité dépassera tout ce qu'on a vu jusqu'à ce jour.

—Un échantillon de riz écalé, provenant du moulin Empire, nous a été envoyé par le directeur M. Léon Martin. Cet échantillon prouve que l'on peut faire, dans l'établissement en question, autant que dans tout autre de la Louisiane.

—Le dernier riz a grand besoin de pluie.

—Les moissonneurs de riz sont très-recherchés en ce moment, et on leur offre $1.25 par jour.

Lundi dernier, le Dr Jos. Holt, (président du Bureau de santé de l'Etat,) qui était en route pour la quarantaine d'en bas du fleuve, sur le "Lura", nous a dit que les cas de fièvre jaune signalés sur le "Courrier du Pacifique", sont bien réellement des cas d'épidémie. La navire est maintenant détenu à la quarantaine inférieure, à la Passe nord-est, à trois milles de la tête des Passes.

—On croit que l'ouragan de la semaine dernière a causé un dommage considérable au riz, à Grande Prairie.

On nous dit que M. Malnuit a perdu une grande partie de son riz, et que le vieux Wm Branch en avait dix-huit acres qui ont été détruits complètement. Une grande partie des planteurs de notre paroisse souffriront beaucoup du récent orage ; il a tant fait hausser l'eau des bois de l'intérieur, que les levées qui devaient servir de barrière contre les inondations sont restées impuissantes, et que les eaux salées du Golfe ont envahi et détruit les champs de riz. Il est à espérer qu'on a exagéré les dégâts du dernier ouragan.

—A Grande Prairie, la moisson est le sujet de toutes les conversations. La première question que l'on vous fait est celle-ci : "Eh bien, comment va le travail aujourd'hui? combien d'ouvriers avez-vous? Croyez-vous que le riz se vendra bien?" A cette dernière question il est assez difficile de répondre ; cependant, on vit toujours dans l'espérance de tirer bon parti de la récolte.

Quelques fermiers cherchent à enlever aux autres leurs ouvriers, en offrant à ces derniers 25 sous de plus qu'ils ne reçoivent. Cette malheureuse habitude ne sont une propriétaires devrait bien cesser. Quand comprendra-t-on qu'elle est désastreuse ? Le marchand qui la laisse se continuer est bien maladroit, car il en est toujours victime. En s'arrachant ainsi les ouvriers aux autres, les fermiers se ruinent, sans améliorer le travail.

Aux oranges ont maintenant meilleurs. L'acreage. Le verger de M. John ratifs, l'envoyerbe; ben nombre d'arbres rand crème à vendre, sont revenus à la bâillement de la [illegible] Désirée de Bonnay [illegible] à travers les

## Une enquête sanitaire en France.

Le ministre de l'agriculture a, récemment, adressé, aux professeurs départementaux d'agriculture, l'importante circulaire ci-après, qui intéresse non seulement tous les pays vignobles, mais encore la masse des consommateurs et le commerce français d'exportation :

Depuis que l'expérience paraît avoir démontré l'efficacité du sulfate de cuivre et de ses composés dans le traitement des vignes atteintes ou menacées par le mildew et que l'emploi de ces substances s'est propagé parmi nos viticulteurs, l'attention de l'administration a été appelée, à diverses reprises, sur les dangers que pourrait présenter, pour la santé publique, la consommation des vins provenant des vignes traitées par les mélanges à la base du cuivre.

On fait remarquer, à ce sujet, que si les plus auxquelles sont exposées certaines régions viticoles, telles que celles du sud-ouest au sud-est, ont généralement pour effet d'entraîner et de faire disparaître la majeure partie des sels de cuivre qui auraient pu se fixer sur les grains de raisin, il est à craindre qu'il n'en soit pas de même dans le Midi, où il n'est pas rare de voir régner une sécheresse absolue du mois de juillet au mois d'octobre, c'est-à-dire pendant la période qui s'écoule entre l'époque ordinaire du traitement et celle de la vendange.

En outre, comme il semble résulter de plusieurs expériences que presque tout le cuivre semble se concentrer dans les marcs, on s'est demandé si les vins des deuxième et troisième cuvées, qui sont exclusivement consommés par les classes ouvrières, ne seraient pas ceux qui présenteraient le plus de dangers au point de vue de l'intoxication.

Bien qu'il existe, dès à présent, de fortes présomptions en faveur de l'innocuité complète du traitement par le cuivre et que, d'autre part, le fait de la concentration du cuivre dans les marcs ne paraît pas jusqu'ici impliquer plutôt l'intoxication des vins des deuxième et troisième cuvées que celle des vins du premier pressurage, l'estime néanmoins qu'une question qui intéresse la santé publique et la bonne renommée de nos vins est trop grave pour être résolue sur de simples inductions, quelque soit leur degré de probabilité et avant que des expériences absolument concluantes aient démontré, en certain nombre de points encore obscurs.

J'ai décidé, en conséquence, que MM. les professeurs départementaux des diverses régions viticoles de la France dirigeraient sur l'école de Montpellier, aussitôt après les vendanges, des échantillons de vins et de marcs provenant de vignes traitées par le sulfate de cuivre, de telle sorte que l'analyse à laquelle ils devront être soumis dans cet établissement, puisse, autant rigoureusement que possible, la quantité de cuivre contenue dans les vins, ainsi que dans les liquides des deuxième et troisième cuvées et dans les marcs ;

1. Pour les traitements effectués au moyen du sulfate de cuivre pur ;

2. Pour les traitements effectués au moyen de mélanges variables de sulfate de cuivre et de chaux, [illegible] en poudre.

Les classes étant déterminées, il ne restera plus qu'à rechercher si elles peuvent exercer une influence sur la santé des consommateurs, et c'est au conseil d'hygiène qu'il appartiendra de se prononcer à cet égard.

Je compte sur tout votre zèle pour assurer le succès de ces expériences, auxquelles j'attache une importance exceptionnelle, puisqu'elles doivent fixer l'opinion publique sur la valeur définitive d'un traitement qui, au point de vue exclusif de la propriété, a déjà rendu et rendra encore de si grands services.

Recevez, Monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le ministre de l'agriculture,
JULES MELINE.

## ITALIE.

Rome, le 17 août :

Les ratifications du Concordat entre le Portugal et le Vatican ont été échangées hier soir.

L'archevêque de Goa a le titre de patriarche des Indes : il a le droit de présider les synodes nationaux.

On érige de nouveaux évêchés à Cotechin et Méliapour en transférant à Dancan celui de Cranpour. On rattache à ces évêques quelques groupes de fidèles goanais. Le reste des Indes est laissé à la libre action du Vatican.

Le roi du Portugal choisira, entre trois sujets présentés par les vicaires apostoliques, les nouveaux évêques de Bombay, de Quilon et de Madras, sièges où se trouvaient autrefois des établissements portugais.

Il est faux que le Père Giuliani li soit nommé représentant du Pape en Chine. Personne n'a encore été nommé.

On ne sait rien de positif sur le retour de M. Donn, si sur l'époque de la signature du traité avec la Chine.

Le Père Vidi, de Vérone, a été nommé coadjuteur du vicaire apostolique du Chensi ; le Père Reymen a été nommé vicaire apostolique de Curaçao.

Rome, le 17 août :

*L'Osservatore romano* dit aujourd'hui qu'une partie de la presse française ou n'a pas compris ou n'a pas voulu comprendre son article du 5 août intitulé : "le Saint-Siège, la France et la Chine", et s'obstine dans ses attaques contre le Saint-Siège.

Il s'attache ensuite à réfuter cette affirmation d'un journal de Paris que la France verra subsister la plupart des difficultés de son patronage sans en garder les avantages et que la présence d'un envoyé diplomatique du Pape à Pékin y diminuera le prestige de la France.

Il n'admet pas que la présence d'un légat puisse modifier réellement la situation du représentant français.

"L'envoyé du Pape, dit *l'Osservatore romano*, sera chargé de veiller sur la situation religieuse des chrétientés, de pourvoir à la propagation du catholicisme et à l'augmentation du nombre des vicariats, etc.; quant au reste, il s'efforcera de marcher d'accord avec le ministre de France. L'action convergente des deux représentants ne pourra produire que des avantages et leur fournir un appui réciproque.

"Si le ministre de France croit devoir agir seul, le légat ne troublera en rien son action et restera son allié sans devenir son rival ; il pourra même, dans certains cas, appuyer les vues de la France si cette puissance le désire.

"Un envoyé du Saint-Siège, représentant la plus grande force morale, est dans une situation telle qu'il n'a pas à faire concurrence à autrui.

"Si donc la France consent à agir en Chine de concert avec le Vatican, son prestige, au lieu d'y perdre, ne fera qu'y gagner."

*L'Osservatore romano* conclut en disant que le Vatican réfléchit à cette question depuis huit mois, qu'il a temporisé uniquement par égard pour la France et qu'il espère encore que [illegible] ses appréhensions.

Dans tous les cas, cette temporisation, ajoute en terminant *l'Osservatore*, servira à justifier la conduite du Vatican envers la France."

On télégraphie, de Vienne, au *Times* de Londres, que l'on suit avec curiosité les relations du Monténégro avec l'Italie. Dix jeunes Monténégrins, qui viennent de rentrer dans leur pays après avoir fait leurs études dans les écoles militaires italiennes, ont été nommés chefs de bataillon. Le *Gîas*, journal officieux de Cettigné, n'imprime maintenant qu'en italien et en serbe, et l'enseignement de l'italien est obligatoire dans toutes les écoles de la principauté. Tenant compte des desseins de la diplomatie italienne sur l'Albanie, ces faits prouveraient la possibilité d'une prochaine alliance de l'Italie et de Monténégro.

Le roi Humbert a fait publier une édition de luxe de la *Divine Comédie* de Dante.

La première page de cette publication royale porte la dédicace suivante :

"Humbert Ier, roi d'Italie, en publiant ce commentaire antique de Dante, le dédie à son fils bien aimé, Victor-Emmanuel, en récompense de l'amour pour les études et [illegible] que ce poème divin fortifie son esprit et dispose son cœur au culte de la littérature de sa patrie."

LES CARTOUCHES EN FRANCE.—Pendant le tir exécuté au dernier concours d'Aix les Bains, un certain nombre de cartouches se sont rompues au culot. A l'occasion de cet incident, plusieurs journaux ont exprimé des craintes relatives aux approvisionnements de guerre de la France. Ces craintes ne sont pas fondées. L'Etat livre aux Sociétés de tir, aux prix de 6 centimes, des cartouches confectionnées avec de vieux étuis. Quelques-unes qu'on est apporté à la fabrication, on n'a pu arriver encore à écarter toute chance de raté ; aussi les vieux étuis sont-ils rigoureusement proscrits de la confection des cartouches de guerre.

Quant aux approvisionnements, ils sont soumis à un contrôle incessant, par suite des prélèvements nécessités par les exercices annuels de tir. Dans ces exercices, on consomme, en premier lieu, les cartouches qui ne remplissent plus les conditions réglementaires de service ; en second lieu, les cartouches de plus ancienne fabrication : de la une épuration et un renouvellement continuels qui s'ajoutent aux épreuves rigoureuses de la réception en magasin et aux vérifications annuelles de l'état de conservation des munitions.

Décédée le 19 août, aux Saulnières, Bayou Alpes, France, dame J. P. JAUBERT, à l'âge de 60 ans.

De la part de ses enfants.


PICKWICK CLUB BUILDING,
No 140 rue du Canal.
B. TREMOULET
Vend au gros et au détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes. Comestibles de choix, etc.
Livraison à domicile. 8 nov—1anPP

W. G. Coyle & Cie.,
CHARBON, COKE.
Fittsburg, Anthracite, Cannel et Coke Connelsville,
Les Plusieurs, Vendeurs, Familles et personnes faisant usage de charbon pour obte sur de la vapeur seront promptement approvisionnés aux prix du marché.
BUREAUX et RUE CARONDELET
CHANTIER Sur la Levée, coin de la rue Race.
1er sept—6m—Dim, Mar, Ven

C. L. CHAPOTEL,
Marchand de Stoves de tous genres.
Ferblantier, Plombier, Travaux en Zinc,
Coin Bienville et Bourbon.
1er sept—6 f


Bureau de la Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands, No 104 rue Canal.—Nouvelle-Orléans, 31 août 1886. Un dividende de 2 1/2 ₰0 sur le fonds capital de la Compagnie, sera payé sur demande aux actionnaires à partir de lundi 6 septembre prochain.

Le livre de transfert sera fermé à partir du 1er septembre

G. W. NOTT,
1or sept—3f Secrétaire.

Avis aux Votants.

ETAT DE LA LOUISIANE, } Paroisse d'Orléans. }

Bureau de l'Enregistreur des Votants, coin des rues Camp et Lafayette.

Nouvelle Orléans, 23 août 1886.

Les personnes désirant s'enregistrer trouveront le bureau ouvert de 8 heures A. M. à 2 heures P. M. et de 4 P. M. à 7 P. M. jusqu'au 30 octobre 1886, les dimanches et les jours fériés exceptés. Le bureau sera positivement fermé après cette date pour réviser et préparer les listes des Faits.

Les certificats d'enregistrement émis en 1880 et depuis quand aucun changement de résidence n'a eu lieu, sont bons pour la prochaine élection.

ALEX. BREWSTER,
Enregistreur, bureau d'enregistrement.
23 août—6f

UN PROCÉDÉ POUR APPRENDRE LE FRANÇAIS.—Un procédé pratique employé en Hollande pour apprendre le français dans les collèges :

Tous les lundis, le principal fait afficher dans les cours et salles d'études un avis ainsi conçu : "Cette semaine, l'usage de la langue française est obligatoire sous peine d'une amende de tant de cents, qui sera prélevée sur le prêt hebdomadaire de chaque élève."

Cette consigne est contrôlée par un seul élève, qui devient une sorte de moniteur. Le lundi, en même temps que l'affiche est apposée, on met aux enchères le fonmage des amendes probables. Les élèves prennent les enchères, et le privilège des amendes demeure au plus offrant et dernier enchérisseur. Il devient le moniteur en question, surveille ses camarades, et marque impitoyablement le nom de celui ou de celle qui s'est oublié à ne pas parler français pendant les huit jours commandés.

En moins d'un an, une classe ainsi inondée parle couramment deux langues vivantes. Elle les parle d'abord, au point de vue des besoins journaliers, des usages domestiques, d'un voyage ou d'un emploi. Les années suivantes sont consacrées au perfectionnement par la grammaire, les lectures et les traductions.

LES PIGEONS VOYAGEURS.—On a trouvé, dernièrement, dans divers départements de la France, des pigeons voyageurs porteurs de marques étrangères, pour le plupart flamandes. On s'est donc de cette découverte ; elle n'a pourtant rien qui surprenne, attendu que, chaque année, pendant les mois de juillet et d'août, les colombophiles belges et hollandais font, en France, leurs concours à grande distance.

Le ministre de la guerre a pris, du reste, des dispositions spéciales afin que les lâchers de pigeons de provenance étrangère qui se font sur le territoire de la République soient surveillés d'une façon particulière.

UNE REMARQUE.—On mande, de Vienne, le 16 août, à la *Gazette de Francfort*, que l'on remarque un revirement de la politique turque dans le sens russe, et que l'on s'attend à la conclusion d'un traité entre la Russie et la Porte en vue de certaines éventualités.

### Belgique.

L'Adresse suivante, dont les termes avaient été arrêtés par le Conseil général du parti ouvrier belge assisté des délégués des Fédérations de province, a été envoyée le 15 août, à huit heures, sous pli recommandé, à M. Bernaert, chef du Cabinet ;

Bruxelles, le 15 août 1886.

Monsieur le président du Conseil des ministres,

Depuis cinquante-six années, une seule classe de citoyens est investie en Belgique du droit électoral.

Seuls, ceux qui payent 42 fr. 32 c. d'impositions directes sont électeurs.

L'égalité des Belges devant la loi n'est qu'un mot et un mensonge.

Les uns ont tous les pouvoirs, les autres, qui forment la grande masse, n'ont pas de droits politiques à exercer ; les lois se font sans que jamais ils aient leur mot à dire, sans que jamais ils soient consultés.

Une minorité règne en maîtresse souveraine. La pays est son bien, sa chose; elle l'administre à sa guise.

Les classes sacrifiées ont supporté pendant un long demi-siècle les inquiétudes, les nombreuses engendrées par ce régime.

Aujourd'hui, les souffrances populaires sont intolérables. L'enquête industrielle a montré l'horrible misère dans laquelle croupit la population ouvrière de certaines régions du pays.

Et nous nous adressons en vain, faisons nos malheurs, mais de plus, on leur interdit de s'occuper eux-mêmes de l'amélioration de leur sort, car on leur refuse ce droit sacré : le droit de vote.

L'fatigués souffrir et d'être traités en inférieurs dans leur pays, ils réclament la revision de l'article 47 de la Constitution et le suffrage universel.

L'article 47 de la Constitution s'oppose à toute réforme électorale ; il doit être revisé.

Refuser de donner satisfaction à l'immense majorité des citoyens, à tous ceux qui n'exercent pas encore un droit de suffrage, c'est provoquer une crise qui peut avoir de désastreuses conséquences pour le pays.

Supprimer le privilège censitaire et donner le droit de vote à tous les citoyens, c'est ramener le calme dans les esprits ; c'est permettre aux travailleurs de désigner des mandataires chargés de protéger les pauvres gens et de s'occuper de tout ce qui a trait à l'amélioration du sort des classes laborieuses.

Nous vous prions de transmettre nos réclamations aux membres des Chambres législatives, dès l'ouverture de la session parlementaire, et nous vous demandons de les appuyer si vous les trouvez justes et légitimes.

Agréez, Monsieur, le président du Conseil des ministres, l'assurance de notre haute considération.

Pour le Conseil général du parti ouvrier :

Les secrétaires.
JOS. MAHEU, LAURENT VERYCKEN.

Un groupe de Belges a adressé, hier, la lettre suivante à l'ambassade de Belgique :

Monsieur le baron Beyens, ministre plénipotentiaire du roi des Belges, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

Les socialistes belges résidant à Paris prient leur ambassadeur de vouloir bien transmettre au roi Léopold II la requête ci-jointe, par laquelle ils lui demandent d'accorder au peuple belge le suffrage universel.

Veuillez agréer, à l'occasion de la manifestation du parti ouvrier, à Bruxelles, l'assurance de leur parfaite considération.

Pour le comité.

Paris, le 15 août.

UNE SOURCE DE PÉTROLE EN FRANCE.—Un propriétaire de Ferrand, près de Clermont-Ferrand, en Auvergne, M. Alfred Arbaux, a découvert, dans ses propriétés, une importante source de pétrole.

Il en a prélevé plusieurs litres et les a fait analyser à l'Ecole des mines ; le produit a été estimé de première qualité. Cet te source de pétrole est la première connue dans le pays.

Examen de fin d'année à l'institution Petdeloup.

L'examinateur aux élèves :

—Qu'est-ce que c'était qu'Aristide? Réponse générale.

—Comment! vous ne savez pas ce que c'était qu'Aristide?..... Rappelez-vous donc la règle du rudiment : "Aristides mortuus est pauper!" Aristide mourut pauvre.....

Le fils d'un agent de change :

—Dame! m'sieu, puisqu'il est mort pauvre, c'était sans doute un imbécile qui ne savait rien faire à la Bourse.


C. LAZARD & Cie.,
L'Ancienne Maison très connue de Vêtements Confectionnés et d'Articles de Toilette d'un prix,
29, 31 et 33 RUE DU CANAL, COIN NORTH PETERS.
Nous offrons maintenant un superbe stock de Vêtements de Printemps pour hommes, jeunes gens et enfants à des prix très réduits. Echantillons et instructions pour prendre nos propres mesures envoyés sur application
11 oct—1an—40m mar ven sam

Compagnie d'Assurances du SUD
de la Nouvelle-Orléans.
(SOUTHERN INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS.
31.....RUE DU CAMP.....31
Capital comptant.....$300,000 00
Actif au 1er janvier 1886.....408,941 00
Cette Compagnie assure contre les risques
D'INCENDIE, DE RIVIÈRE ET DE MER.
Elle sollicite respectueusement le patronage du public, à la Nlle-Orléans et dans les paroisses de l'Etat.
Les détenteurs de ses polices sont pleinement garantis contre toute perte, par son actif, qui est immédiatement réalisable, et par le soin et la prudence avec lesquels sont gérées les affaires de la Compagnie.
Elle paie de fortes licences et de lourdes taxes au profit du gouvernement de la ville et de l'Etat
Son capital est la propriété de nos concitoyens de la Louisiane, et se trouve placé parmi eux.
Elle assure à des taux raisonnables et équitables.
Les pertes sont promptement réglées et payées.
C'EST UNE INSTITUTION LOUISIANAISE.
Officiers :
ERNEST MILTENBERGER, Président ; H. GALLY, Vice-Président.
SCOTT McGEHEE, Secrétaire.
Comité de Finances—
JOHN T. MOORE, Jr., 1er sept—1m M. SCHWABACHER, J. H. MENGE, THOS J. WOODWARD F. G. ERNST

D. H. Holmes.
Important pour les Maitresses de Maisons
L'augmentation marquée de 25 jours reçu sur la laine a causé une grande excitation dans le Commerce des Dry Goods dans tous les quartiers de la ville, et les gens de toutes les conditions sont en foule à la recherche de Bijoutterie et de Couvertures de la dernière saison. Nos employés ont été extraordinaires dans des entrepôts pour y vendre depuis le mois d'avril dernier. Nous offrons maintenant au prix de la saison dernière et aussi le dernier mois les couvertures pour lesquelles on demandera dans les dits entrepôts gratu